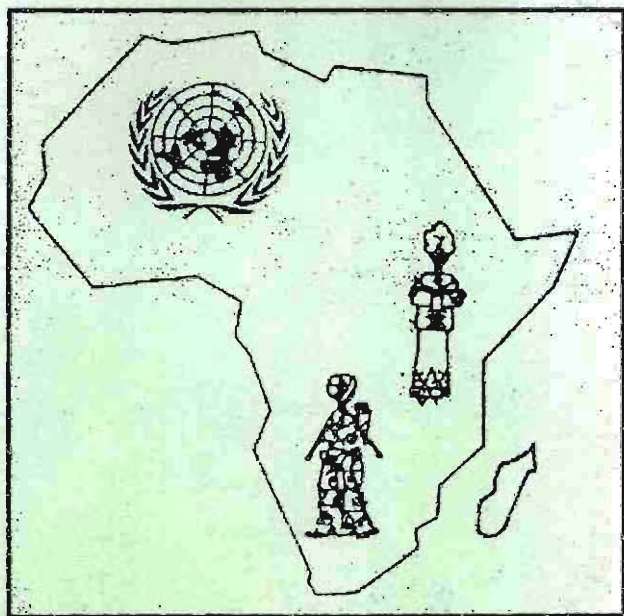


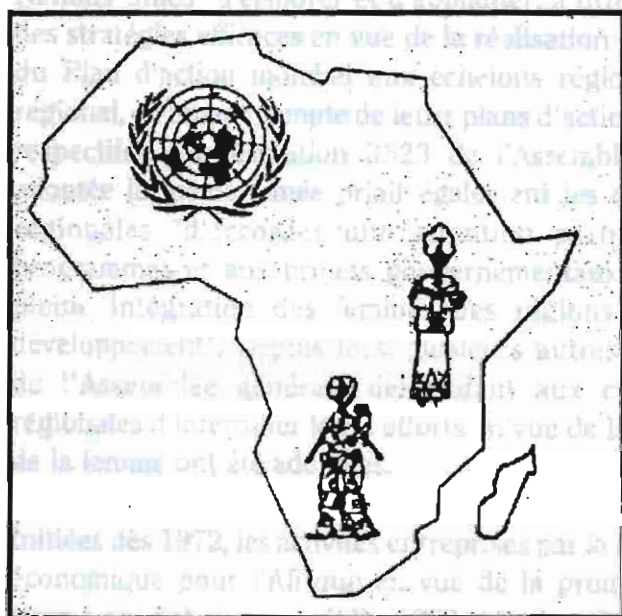
COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE



CAF

LE CENTRE AFRICAIN POUR LA FEMME

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



CAF

LE CENTRE AFRICAIN POUR LA FEMME

Historique

La résolution 3520 (XXX) de l'Assemblée générale du 15 décembre 1975 demandait aux commissions régionales des Nations Unies "d'élaborer et d'appliquer, à titre prioritaire, des stratégies efficaces en vue de la réalisation des objectifs du Plan d'action mondial aux échelons régional et sous régional, en tenant compte de leurs plans d'action régionaux respectifs". La résolution 3523 de l'Assemblée générale adoptée la même année priait également les commissions régionales "d'accorder une attention particulière aux programmes et aux projets gouvernementaux visant à la pleine intégration des femmes des régions rurales au développement". Depuis lors, plusieurs autres résolutions de l'Assemblée générale demandant aux commissions régionales d'intensifier leurs efforts en vue de la promotion de la femme ont été adoptées.

Initiées dès 1972, les activités entreprises par la Commission économique pour l'Afrique en vue de la promotion de la femme qui ont commencé dès 1972, ont abouti en 1975 à la création du Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF), conformément aux dispositions de la résolution 269 (XII) sur l'intégration de la femme au développement adoptée le 28 février 1975 par la Conférence des ministres de la CEA. Le Centre africain de recherche et de formation pour la femme allait par la suite prendre le nom de Centre africain pour la femme (CAF). Ce changement de nom découle des dispositions de la résolution 791 (XXIX) adoptée en mai 1994 par la vingt-neuvième session de la Commission/vingtième réunion de la Conférence des ministres de la CEA. La création du CARFF coïncidait avec la proclamation par l'Assemblée générale de 1975 comme

l'Année internationale de la femme. La diligence relative avec laquelle le programme des femmes a été mis en route à la Commission témoigne de la reconnaissance du rôle crucial joué par les femmes dans les économies des pays africains.

Pourquoi rebaptiser le CARFF ?

En mai 1994, le CARFF a officiellement pris le nom de "Centre africain pour la femme" (CAF) en vue de "refléter comme il convient l'ampleur de ses activités relatives aux aspects ci-après: suivi de l'évolution des tendances du développement socio-économique; prise en compte appropriée des préoccupations des femmes africaines; et conception et exécution des programmes relatifs à la promotion de la femme". "Les préoccupations des femmes sont devenues plus aiguës du fait de la rareté croissante des ressources productives, de la détérioration du milieu naturel et de l'environnement socio-économique, de l'extension des guerres et des conflits destructeurs et de la féminisation de la pauvreté".

Le CAF est la structure régionale d'intégration de la femme dans le développement du système des Nations Unies en Afrique. Partie intégrante de la CEA, il fonctionne au sein du cabinet du Secrétaire exécutif et tient son mandat des organes statutaires de la Commission. Il utilise également comme cadre directif les stratégies régionales et mondiales de promotion de la femme. Il s'agit notamment des Stratégies d'Arusha pour la promotion des femmes en Afrique (Arusha, République-Unie de Tanzanie, 1984), des Stratégies prospectives d'action de Nairobi (Nairobi, Kenya, 1985), de la Déclaration d'Abuja sur le développement

participatif: rôle de la femme dans les années 90 (Abuja, Nigéria, 1989) et du Plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme (1990-1995). Le Centre africain pour la femme constitue le point focal de la région africaine pour toutes les actions visant à accélérer l'émancipation des femmes africaines en vue de leur participation effective à tous les secteurs du développement; à renforcer le rôle et la visibilité des femmes africaines et à sensibiliser les responsables et l'ensemble des agents du développement aux préoccupations des femmes africaines.

Objectifs du CAF

Les objectifs à long terme du CAF consistent à aider les Etats membres de la CEA à améliorer la situation socio-économique des femmes africaines et à accroître par ce biais leur contribution au développement. L'action du CAF vise également à assurer la prise en compte des problèmes de la femme dans les plans nationaux de développement et dans les stratégies régionales afin d'assurer sa pleine participation au processus de développement en Afrique. Le CAF entretient des relations de travail avec les mécanismes gouvernementaux chargés de la promotion des femmes ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales (ONG) en vue de mieux toucher les collectivités de base, conformément aux dispositions contenues dans la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation.

Role et fonctions du CAF

Dans le cadre des objectifs énumérés ci-dessus, le CAF a trois rôles essentiels à jouer, à savoir:

1. **Catalyser:** Le CAF fournit aux responsables des Etats membres des idées, des stratégies et des services consultatifs susceptibles de les aider dans l'élaboration de politiques et de programmes novateurs destinés à mobiliser, développer et utiliser les capacités des femmes dans la réalisation des objectifs nationaux, sous-régionaux et régionaux de développement;
2. **Coordonner:** Le CAF facilite les échanges d'informations entre les institutions, les organismes et les structures de promotion de la femme africaine rassemblés dans le cadre de réseaux; il favorise également le renforcement de tels mécanismes et la création de capacités cruciales;
3. **Diffuser:** En tant que centre de documentation, le CAF fournit des données et des informations et facilite les échanges d'expériences pratiques.

En collaboration avec d'autres divisions de la CEA et d'autres organismes régionaux et mondiaux, le CAF fournit aux Etats membres les services suivants:

- a) Réalisation et promotion d'activités de recherche dans des domaines susceptibles d'avoir un impact au niveau national et diffusion des résultats de telles recherches eux-mêmes utilisés par le CAF comme base de ses propres programmes régionaux;

- b) Organisation d'ateliers et de séminaires de formation ainsi que de voyages d'études et de réunions de groupes d'experts aux niveaux sous-régional et régional et production de matériel didactique destiné à accroître les compétences et les capacités nécessaires aux femmes pour jouer comme il se doit leurs multiples rôles;
- c) Promotion et renforcement des capacités des mécanismes nationaux en vue d'accélérer le processus d'émancipation de la femme;
- d) Suivi, examen et évaluation de la mise en oeuvre des stratégies mondiales et régionales de promotion des femmes en Afrique;
- e) Fourniture de services fonctionnels de la CEA dans le cadre des réunions statutaires qu'elle organise, aux niveaux sous-régional et régional, sur les questions d'intégration de la femme au développement;
- f) Conception, élaboration et coordination de projets pour la femme financés par les donateurs internationaux;
- g) Coordination et fourniture d'une assistance technique aux activités et programmes relatifs à la femme menés par les autres divisions de la CEA et par ses MULPOC;
- h) Représentation des femmes africaines à divers forums internationaux consacrés à la femme et au développement en Afrique;

Cadre institutionnel du CAF

Le CAF fournit des services fonctionnels à diverses structures régionales et sous-régionales créées pour mettre en oeuvre des programmes en faveur de la femme. Au demeurant, c'est sur les recommandations et résolutions de ces structures, telles qu'entérinées par la Conférence des ministres de la CEA, que s'appuie le mandat de la CEA en matière d'intégration de la femme au développement. Ces structures sont les suivantes:

- a) La Conférence régionale africaine d'intégration de la femme au développement. Cette Conférence est organisée tous les quatre ans par le CAF, en collaboration avec le Comité régional africain de coordination (CRAC), pour faire le point sur les progrès enregistrés en matière de promotion de la femme et pour formuler des propositions sur les activités du CAF, en particulier sur l'intégration de la femme au développement de l'Afrique. Les quatre premières Conférences régionales africaines d'intégration de la femme au développement ont été respectivement organisées en Mauritanie (1977), en Zambie (1979), en République-Unie de Tanzanie (1984) et au Nigéria (1989);
- b) Le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC). Ce Comité est formé de représentants de 15 Etats membres, dont trois pour chacune des cinq sous-régions, à savoir l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe; l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord. Sa mission consiste à harmoniser

et à coordonner des programmes sous-régionaux exécutés dans le cadre des programmes de promotion de la femme. Il mobilise également des ressources et fait rapport aux organes délibérants de la CEA sur les activités et programmes menés dans la région;

- c) **Les comités sous-régionaux d'intégration de la femme au développement.** Ces comités examinent les programmes et propositions soumis par les commissions nationales sur la femme et le développement ou par des organes similaires fonctionnant dans la sous-région en vue de mobiliser des ressources destinées à la mise en oeuvre de programmes d'intégration de la femme au développement. Ils assurent également le suivi des activités de promotion de la femme mises en oeuvre par les Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de la CEA dans leurs sous-régions respectives et font rapport aux organes exécutifs des MULPOC.

Programme de travail du CAF

Les activités de base actuelles inscrites au programme de travail du CAF consistent à:

- a) Suivre de près l'évolution de la situation de la femme africaine à la lumière des Stratégies d'Arusha et de Nairobi de même que des autres instruments approuvés par les Etats membres;
- b) Encourager la prise en compte des contributions et des besoins spécifiques des femmes dans les

principales stratégies et politiques régionales promulguées de temps à autre;

c) Entreprendre des analyses sectorielles globales des nouvelles tendances socio-économiques et de leur impact sur les femmes africaines, et déterminer en particulier les effets des programmes d'ajustement structurel (PAS) et du problème de la dette sur les groupes vulnérables tels que les femmes démunies des zones rurales et urbaines;

d) Renforcer le rôle de la femme dans le secteur informel et favoriser son accès aux domaines scientifiques et techniques;

e) Renforcer la capacité des mécanismes nationaux à prendre en compte les problèmes de la femme dans les stratégies nationales de développement;

f) Renforcer le réseau d'information et de documentation sur la femme en Afrique.

Programmes d'intégration de la femme au développement menés dans les autres divisions de la CEA

Le secrétariat mène des activités destinées à promouvoir l'émancipation économique des femmes, à favoriser leur accès aux ressources et à renforcer leur rôle dans le courant principal du développement. A cet égard, des activités sont entreprises en vue du renforcement des capacités des femmes en matière de gestion et dans le domaine des affaires, ainsi que pour créer les capacités institutionnelles

nécessaires et améliorer les bases de données sur la femme. Une attention toute particulière est également accordée à la préparation des conférences internationales par la région africaine, en particulier celle de la Conférence mondiale sur les femmes prévue à Beijing (Chine) en 1995.

Dans ses efforts visant à développer les capacités d'entreprise chez les femmes, le secrétariat a appuyé la mise en place d'une banque pour la femme africaine en vue de promouvoir les activités de production des femmes. Le secrétariat, en collaboration avec l'Institut panafricain pour le développement de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et avec l'assistance financière du Gouvernement néerlandais, a organisé un atelier de formation des formateurs, en vue de la promotion des femmes entrepreneurs et pour leur donner accès au crédit. L'objectif majeur de cet atelier consistait à créer en Afrique subsaharienne une masse critique de formateurs capables de communiquer aux femmes entrepreneurs les compétences voulues en matière de technologie, de gestion et de capacités d'entreprise et de renforcer par ce biais leurs qualifications.

Parmi les autres activités du secrétariat figuraient le lancement d'une Fédération africaine des femmes entrepreneurs (AFWE) qui a eu lieu à Accra, en juin 1993 et l'organisation à Dakar (Sénégal), du 16 au 23 novembre 1994, de la cinquième Conférence régionale africaine préparatoire de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes de 1995.

Le programme du secrétariat met également l'accent sur le renforcement du réseau d'information sur les femmes. A cet égard, le CAF a procédé à une augmentation de son

personnel de communication et a étoffé et amélioré son matériel et ses méthodes de communication, en vue de la diffusion de l'information. Il a également intensifié ses contacts avec les mécanismes nationaux, les entreprises de presse et les particuliers, notamment les femmes dans les médias de même qu'avec les réseaux continentaux tels que l'Union des radiodiffusions et télévisions nationales en Afrique (URTNA) et l'Agence panafricaine de presse (PANA). A cet égard, les publications suivantes sont élaborées et régulièrement mises à jour:

- a) Fichier des experts dans les questions concernant les femmes en Afrique qui donne des informations sur les femmes occupant des postes de responsabilité et sur les femmes spécialistes;
- b) ATRCW Update (actuellement publié sous le nom d'AWC Update) qui traite de divers domaines du développement, y compris des questions découlant du programme Action 21 et d'activités entreprises dans la région dans le cadre des préparatifs de la Conférence régionale sur les femmes, préparatoire de la Conférence mondiale, de même que de questions intéressant les femmes africaines entrepreneurs. ACW update est publié deux fois par an.

Plusieurs questions ont également été étudiées par la CEA et ses consultants extérieurs, à savoir:

- a) La crise de la dette extérieure et son impact sur les femmes africaines, en particulier dans le domaine de l'agriculture, de la santé et de l'emploi;

- b) Les programmes d'ajustement structurel et leur impact sur les femmes à faible revenu du secteur informel et sur les femmes chefs de ménage;
- c) Les femmes dans la transformation, la conservation et le stockage des produits alimentaires et dans les agro-industries où le rôle de la femme dans ces domaines est analysé. A cet égard, des recommandations appropriées visant à doter les femmes des compétences voulues dans le domaine de la transformation, de la production et de la commercialisation des produits alimentaires ont été formulées;
- d) Les femmes et les médias où l'impact de l'image et des messages projetés par les médias sur les femmes africaines est analysé et des recommandations tendant à mobiliser la presse pour sensibiliser le grand public aux préoccupations de la femme formulées.

Une série d'ateliers sous-régionaux ont été organisés en vue d'assurer la coordination des préparatifs des conférences régionale et mondiale sur les femmes entrepris au niveau national.

Le secrétariat a prêté son concours dans la préparation et dans l'organisation de la Conférence régionale africaine sur les femmes pour la paix et le développement qui s'est tenue à Kampala du 22 au 25 novembre 1993. Cette Conférence qui regroupait des hommes et des femmes représentant des gouvernements, des ONG et des institutions internationales a adopté le Plan d'action de Kampala sur les femmes et la paix.

Le secrétariat a également organisé à Addis-Abeba, du 6 au 10 décembre 1993, une réunion du Groupe spécial d'experts en vue d'examiner les stratégies à mettre en oeuvre pour doter les femmes des compétences nécessaires à leur démarginalisation et à leur participation au processus de prise de décisions.

D'autres questions relatives à la femme sont généralement prises en compte dans les programmes des réunions, des conférences, des ateliers et des séminaires de la CEA de même que dans les documents, rapports, résolutions et déclarations de la Commission, en particulier en ce qui concerne:

a) Le développement industriel

Les problèmes traités dans ce cadre portent sur le développement des agro-industries et sur l'amélioration des compétences des entrepreneurs et de l'infrastructure matérielle;

b) Le Système panafricain de développement de l'information

Dans le cadre de ce système, des bases de données bibliographiques relatives aux questions sociales, économiques et techniques ont été mises en place et conservées. Des bases de données référentielles sur les experts africains et les programmes de formation destinés au personnel de la CEA, y compris l'utilisation de la messagerie électronique et d'autres méthodes d'information ont également été mises au point et conservées.

c) Alimentation et agriculture

Eu égard à sa contribution à la production, à la transformation, à la conservation, au stockage et à la commercialisation des denrées alimentaires, la femme africaine joue un rôle particulièrement important en matière de sécurité alimentaire en Afrique.

Parmi les activités couvertes dans ce cadre figurent:

- La mise en place et l'amélioration d'une base de données statistiques agricoles sur la femme;
- Les mesures destinées à améliorer le statut juridique de la femme en matière de droits fonciers et de droits de propriété foncière;
- La détermination d'indicateurs destinés à mieux prendre en compte la contribution des femmes du secteur informel dans la comptabilité nationale;
- L'expansion de la production alimentaire et de la transformation des produits alimentaires par le biais de la coopération sous-régionale, par exemple dans le domaine de la production et de la transformation des céréales et des tubercules, particulièrement par la femme;
- Les politiques et les programmes relatifs à la commercialisation des produits alimentaires, notamment ceux portant sur les intrants agricoles, l'épargne rurale et le crédit aux petits paysans et éleveurs, en particulier les femmes;

- Les études et les rapports mettant l'accent sur le rôle économique des femmes en tant que producteurs et soutiens de famille;

d) Développement statistique

Les activités du secrétariat dans le domaine du développement statistique sont conçues pour aider les pays africains à mettre en oeuvre le Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement statistique en Afrique dans les années 90. Elles visent également à appuyer les programmes nationaux dans la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion soutenus de statistiques intégrées sur la démographie, l'économie et l'environnement, dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action. A cet égard, elles mettent l'accent sur le renforcement des capacités nationales et en particulier sur l'amélioration des statistiques relatives à la femme dans le secteur informel.

D'importants travaux de recherche ont par ailleurs été menés par le secrétariat en particulier dans le cadre du développement du commerce intra-africain. Une étude a notamment été entreprise sur l'amélioration des techniques de collecte et d'estimation des données. Une autre étude a été consacrée à l'utilisation et à l'analyse des données d'enquêtes sur les ménages en vue d'améliorer l'interprétation et l'application de telles données. En outre, des projets de directives permettant de mettre au point des indicateurs quantitatifs adaptés au suivi du développement statistique ont été produits et diffusés.

e) Développement social et économique

Dans ce domaine, les activités du secrétariat comportant un volet féminin portent notamment sur:

- L'amélioration du niveau de vie des populations et le développement d'institutions rurales, y compris celui de l'infrastructure, en vue de la fourniture de biens et services par le biais de projets et de programmes appropriés;
- L'analyse des tendances sociales et la planification des directives et des stratégies nécessaires au renforcement de la participation populaire, en particulier celle des jeunes et des femmes des zones rurales;
- La valorisation des ressources humaines et la sensibilisation du grand public aux problèmes d'environnement et aux questions relatives à la femme par le biais de l'éducation et d'activités de formation;
- La prise en compte des préoccupations de la femme et l'intégration d'un volet féminin dans les politiques et activités programmatiques des autres divisions de la CEA;
- Le développement humain, infrastructurel et physique ainsi que celui des transports et du tourisme;

- La création d'autres structures et mécanismes commerciaux en vue de la rationalisation des circuits intérieurs de distribution;
- La mise au point de techniques de promotion du commerce de même que la réalisation d'études de marchés et de commercialisation;
- L'évaluation de l'impact démographique des programmes de population sur les pays africains (par exemple, l'impact des programmes de soins de santé maternelle et infantile et de planification familiale sur la fécondité, etc);
- La détermination des niveaux, de la structure et des tendances de la fécondité dans les pays africains ainsi que des disparités de ce paramètre entre les divers pays du continent;
- La détermination de la formation, de la structure et de la fécondité des familles dans certains pays africains;
- La mise au point de politiques et de programmes d'établissements humains, en vue de l'accélération du processus de transformation des zones rurales et de la correction du déséquilibre qui existe entre les zones rurales et les zones urbaines;
- Le renforcement des capacités en matière de traitement des données scientifiques et techniques grâce à l'information;

- La détermination de l'impact des programmes de promotion des jeunes et des femmes sur l'emploi en milieu rural.

Réseaux d'information

Dans le cadre de son programme de travail, le Centre africain pour la femme a mis en place un service de référence qui joue le rôle de centre d'échanges d'informations sur les activités féminines en Afrique. Cette structure sert également de service de référence à la CEA ainsi qu'aux cadres et chercheurs du CAF travaillant sur le thème "Femme et développement en Afrique". Au fil des années, le CAF a produit une somme considérable d'informations à travers ses travaux de recherches, séminaires et ateliers de formation ainsi que par le biais des conférences sur les femmes organisées dans la région africaine ou dans d'autres régions.

Le Centre africain pour la femme publie un bulletin d'information semestriel intitulé *ACW update* qui fournit des renseignements sur ses propres activités, y compris les tendances en matière de recherche, les possibilités de formation et d'obtention de bourses, les publications récentes (sur l'intégration de la femme au développement). *ACW update* couvre également les activités sous-régionales, régionales et mondiales des réseaux traitant des questions relatives à la femme dans le développement.

Pour certains événements particuliers, des fiches d'information techniques sont également produites ainsi que des communiqués de presse (écrite et parlée).

Femmeline, un bulletin d'information trimestriel spécial mettant l'accent sur les conférences sur les femmes de Dakar (1994) et de Beijing (1995) est également publié par le CAF. Dans le cadre du renforcement des mécanismes féminins aux niveaux national, sous-régional et régional, le CAF a publié un *Manuel d'information sur les mécanismes pour l'intégration de la femme au développement en Afrique*. Le Manuel constitue un document de référence qui vise notamment à fournir l'information de base relative à la création de diverses structures ainsi qu'à la nature et au mode de fonctionnement de différents types de mécanismes nationaux.

Outre les documents produits, le Centre fournit également des informations sur microfiches (publication du CAF), des cassettes vidéo sur l'intégration de la femme au développement, des cassettes audio (séries consacrées à la femme par la Radio des Nations Unies) et des films sur l'intégration de la femme au développement.

f) En matière d'échanges d'informations, le CAF collabore dans le cadre de réseaux, avec diverses catégories de partenaires. Il s'agit notamment des institutions des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les commissions régionales, les MULPOC, les gouvernements, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les mécanismes nationaux, les étudiants, les journalistes et les rédacteurs, les particuliers, les instituts de recherche et de formation, les universités et les bibliothèques, les organisations bénévoles de femmes, les entreprises de presse, les organismes donateurs et autres. Cette coopération permet au CAF de jouer son rôle de centre de

documentation en vue de la diffusion de l'information et de l'échange de données d'expérience sur la femme dans le développement.

Conformément aux dispositions du Plan à moyen terme à l'échelle du système pour la promotion de la femme, le Centre africain pour la femme continue à entretenir des relations étroites avec d'autres institutions des Nations Unies, en particulier dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. A cet égard, un groupe d'action régional interinstitutions composé du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Réseau africain de développement et de communication pour la femme (FEMNET) a été mis sur pied pour coordonner et harmoniser les activités à mener par la région africaine dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur les femmes. En outre, le Centre a participé aux sessions annuelles de la Commission sur le statut de la femme et à celle du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW).

Renseignements complémentaires

Pour tout complément d'information sur le CAF/CEA, ses programmes, ses projets, ses travaux de recherche et ses publications, s'adresser au:

Chef du Centre africain pour la femme

Commission économique pour l'Afrique

Tel: (251-1) 51 12 63 (Direct)

(251-1) 51 72 00 Ext 301 (Standard)

Télécopie: (251-1) 51 27 85 (Direct)

(251-1) 51 44 16 (Central)

Telex: 21029 UNECA ET

Courrier électronique: PADIS @ Padis gn-apc-org.